



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministerialité
et du développement durable**

ARRÊTÉ N° 262 du 06 SEP. 2022 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER, à Cornillé-les-Caves,
établissement de fabrication de fromages à pâtes molles**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;
- Vu** l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n°371 du 20 mai 2003, réglementant les activités de la société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER, située sur la commune de Cornillé-les-Caves ;
- Vu** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2022-031 du 31 août 2022 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire générale de la Préfecture ;
- Vu** les récépissés des 21 octobre 2005 puis 28 janvier 2016 actant de l'antériorité des installations relevant de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le porter à connaissance du 25 août 2021, complété le 04 mars 2022, transmis par la société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER, déclarant une modification des installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac, et les modifications réalisées en conséquence sur les installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air relevant de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER en date du 21 juillet 2022, transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 août 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant** que les installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air exploitées sur le site de la société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER relèvent, selon l'antériorité actée en janvier 2016 et le porter à connaissance du 25 août 2021 susvisé complété le 04 mars 2022 (1 tour JACIR de 297 kW et 2 condenseurs BAC de 2308 kW chacun), du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Considérant** les articles 26.I.1.a, 26.I.1.b, 26.I.1.c-alinéas 1 et 2, 26.I.2.b, 26.I.3, 26.IV.1, 26.IV.2-alinéas 11 et 12, et 28.II-4° alinéa de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé qui disposent :

- article 26.1.1.a : « Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. » [...]

« Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

- article 26.1.1.b : « Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. »

- article 26.1.1.c – alinéas 1 et 2 : « Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la

production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; » ;

- article 26.I.2.b – 4^e alinéa et suivants : « Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. [...] L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. » [...] « Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. » ;
- article 26.I.3 : « Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions.
Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.
L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement. »
- article 26.IV.1 : « Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en *Legionella pneumophila* de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.
Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement. »
- article 26.IV.2 – alinéas 11 et 12 : « Sont annexés au carnet de suivi : - le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; »
- article 28.II - 4^e alinéa : « La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. » ;

Considérant que lors de la visite du 21 juillet 2022 effectuée sur le site de la société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'analyse méthodique des risques (AMR) de la tour JACIR comporte des informations qui ne correspondent pas aux caractéristiques de l'installation (nature de l'eau d'appoint, caractéristique du biocide utilisé), et présente des manquements quant aux risques considérés et analysés (absence d'analyse de la spécificité du circuit (présence d'un bac de stockage d'eau appelé « tour de rétention » et eau d'appoint provenant du refroidissement de garnitures non pris en compte), absence d'information sur l'état interne de la tour, mode de fonctionnement et hydraulique analysés sommairement). Le traitement préventif sur la tour JACIR a été modifié en mai 2022 et l'AMR doit donc être revue ;
- aucun plan d'actions correctives n'a été établi, à la suite de la réalisation des analyses méthodiques des risques des 3 tours ;
- l'exploitant ne dispose d'aucun plan d'entretien formalisé pour les 3 tours, bien qu'un traitement préventif soit mis en œuvre et des opérations de nettoyage réalisées. Les modalités de mise en œuvre des mesures d'entretien ne sont pas toutes formalisées dans des procédures ;
- le traitement préventif sur la tour JACIR a été modifié en mai 2022, mais ce traitement n'est pas décrit ni justifié au travers de la fiche de stratégie de traitement qui mentionne toujours l'ancien biocide non oxydant. La justification de l'usage en continu d'un biocide non oxydant apparaît d'ailleurs insuffisante, d'autant qu'un changement de traitement a finalement été opéré ;
- les plans de surveillance établis par le traiteur d'eau pour les 3 tours présentent des incohérences avec les autres documents disponibles dans les carnets de suivi, et ne sont pas mis en œuvre en totalité par l'exploitant. Le plan de surveillance des condenseurs mentionne une action corrective nécessitant l'emploi d'un produit dont l'exploitant ne dispose pas. En outre, suite au changement de

produit de traitement sur la tour Jacir, l'exploitant n'a pas vérifié si le plan de surveillance restait adapté ;

- l'exploitant ne dispose pas d'une procédure spécifique aux installations décrivant la mise à l'arrêt immédiat de la dispersion dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et l'outil de production ;
- les procédures applicables dans les différentes situations de dépassement, établies par le traiteur d'eau, ne sont pas spécifiques aux installations et mentionnent l'utilisation de produits ne figurant pas dans la stratégie de traitement et non disponibles sur le site. Les procédures pour un dépassement de 100 000 UFC/L ne reprennent pas toutes les obligations définies à l'article 26.II.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé (notamment modalités d'information immédiate de l'inspection, obligation d'avoir identifié la/les causes de la dérive avant toute remise en service) ;
- le schéma de principe fourni pour la tour JACIR n'est pas complet (absence d'indication du lieu d'injection des produits de traitement, et du lieu de prélèvement pour analyse) et comporte une erreur sur la nature de l'eau d'appoint ;
- seule l'eau d'appoint adoucie alimentant la tour JACIR a fait l'objet d'une analyse datant d'environ un an. Or, des eaux de refroidissement de garnitures apportent aussi un appoint sur la tour JACIR, et l'eau d'appoint est constituée d'eau au TH7 sur les condenseurs. Ces eaux d'appoint n'ont pas été analysées ;
- la vérification à réaliser dans les 6 mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation n'a pas été réalisée, que ce soit pour la tour JACIR (mise en service en 2019) ou pour les 2 condenseurs (mis en service en octobre 2021) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 26.I.1.a, 26.I.1.b, 26.I.1.c-alinéas 1 et 2, 26.I.2.b, 26.I.3, 26.IV.1, 26.IV.2-alinéas 11 et 12, et 28.II-4^e alinéa de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER de respecter les dispositions des articles 26.I.1.a, 26.I.1.b, 26.I.1.c-alinéas 1 et 2, 26.I.2.b, 26.I.3, 26.IV.1, 26.IV.2-alinéas 11 et 12, et 28.II-4^e alinéa de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRÊTE

Article 1

La société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER, exploitant un établissement de fabrication de fromages à pâtes molles, sis ZA de La Maladrerie à Cornillé-les-Caves, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 26.I.1.a, 26.I.1.b, 26.I.2.b, et 26.I.3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté en :

- réalisant, pour la tour JACIR, une analyse méthodique des risques répondant aux attendus de l'article 26.I.1.a, et tenant compte de toutes les spécificités de l'installation ;
- établissant pour les 3 tours du site des plans d'actions correctives, établis sur la base des conclusions des analyses méthodiques des risques, précisant les moyens à mettre en œuvre et les échéances de réalisation ;
- établissant pour les 3 tours du site des plans d'entretien formalisés détaillant l'ensemble des mesures d'entretien préventif, leur périodicité et les responsables de la mise en œuvre (mesures relatives au traitement, mesures relatives aux opérations de nettoyage, maintenance, vérification, ...) ;
- établissant les procédures associées aux mesures prévues dans les plans d'entretien ;
- établissant une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement retenue pour la tour JACIR ;
- établissant pour les 3 tours du site des plans de surveillance complets et à jour, qui spécifieront les indicateurs à suivre, la fréquence de surveillance, les valeurs cibles et préciseront les actions correctives, avec les procédures associées et outils permettant d'assurer la traçabilité de la surveillance réalisée.

Pour justifier du respect des dispositions ci-dessus, l'ensemble des documents, procédures, analyses établis sera transmis au préfet dans le même délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

La société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER, exploitant un établissement de fabrication de fromages à pâtes molles, sis ZA de La Maladrerie à Cornillé-les-Caves, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 26.IV.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, en faisant procéder à la vérification prévue à l'article 26.IV.1 de l'AMPG, pour les 3 tours.

Les rapports de vérification seront transmis au préfet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, accompagnés le cas échéant de plans d'actions correctives avec échéancier.

Article 3

La société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER, exploitant un établissement de fabrication de fromages à pâtes molles, sis ZA de La Maladrerie à Cornillé-les-Caves, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 26.I.1.c-alinéas 1 et 2, 26.I.1.b-5^e alinéa, 26.IV.2-alinéas 11 et 12, et 28.II-4^e alinéa de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, en :

- établissant une procédure d'arrêt immédiat spécifique aux installations, qui permette un arrêt immédiat de la dispersion dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
- établissant des procédures spécifiques aux installations, pour chacune des situations de dépassement décrites à l'article 26.II. ;
- réalisant un schéma de l'installation JACIR à jour et conforme aux attendus de l'arrêté ministériel ;
- procédant à une analyse de la qualité des différentes eaux d'appoint des 3 tours. La localisation de chaque prélèvement sera identifiée précisément.

Pour justifier du respect des dispositions ci-dessus, l'ensemble des documents et procédures établis sera transmis au préfet dans le même délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7

Le présent arrêté sera notifié à la **société ÉTABLISSEMENTS LOUIS TESSIER** par lettre recommandée avec accusé réception et publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Cornillé-les-Caves et pourra y être consultée.

Article 8

La secrétaire générale de la préfecture, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le maire de Cornillé-les-Caves sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 06 SEP. 2022

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,


Magali DAVERTON